

**CHRONIQUES
GÉOPOLITIQUES**



**LE RECUEIL DES
CHRONIQUES GÉOPOLIQUES**
SAISON 3 - 2022/2023

Avec Dorothee Schmid directrice de programme à l'IFRI

La liste des épisodes :

Episode 1 : "Syrie: la guerre est-elle finie?"

*Episode 2 : "Question de la fiabilité de la puissance
américaine"*

Episode 3 : "Prévisions pour l'année 2023"

Episode 4 : "Brésil, le pays-continent qui tremble"

Episode 5 : "La guerre en Ukraine: quelles limites?"

Episode 6 : "Le Japon sort de sa neutralité"

Episode 7 : "Libérer les détroits: mission impossible?"

Episode 8 : "Armée française: le moral des troupes"

**Retrouvez dès maintenant la saison 4 des chroniques géopolitiques
une fois par mois !**

Contact:

Simoné Giovetti, chef de service international, Europe et crises - s.giovetti@cites-unies-france.org



Les Chroniques Géopolitiques de Cités Unies France

Les collectivités territoriales françaises ont su, au fil des années, nouer des partenariats durables partout dans le monde et avec une grande diversité de projets. Elles sont parfois engagées dans des coopérations de longues dates et doivent s'adapter et se renouveler face à des contextes de crises qu'elles ne maîtrisent pas toujours. Notamment par le biais des fonds de solidarité, et au côté de Cités Unies France, les collectivités apportent leur soutien à leurs homologues impactés, dans ces contextes de crises ou post crises.

Pour vous permettre de mieux comprendre les situations, les enjeux, les acteurs en présence, vous aider à maîtriser des dynamiques souvent difficiles à cerner et enrichir vos coopérations, CUF invite une fois par mois les collectivités adhérentes, élus et techniciens, à un rendez-vous autour des « Chroniques géopolitiques ». Ces « Chroniques » sont conçues pour être des moments d'échange et d'analyse, en présence d'un chercheur, pour vous aider à décrypter l'actualité géopolitique et à mettre en perspectives vos partenariats.

Description

Les Chroniques Géopolitiques : un rendez-vous mensuel organisé en visio-,conférence, pour les acteurs de la coopération décentralisée, afin d'échanger, avec un chercheur, autour de l'actualité géopolitique.

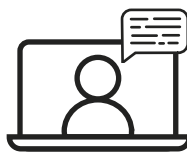


1 fois
/mois



1h

45 min de
présentation
15 min de
questions et
réponses



Visio
conférence



Adhérents
de CUF



Dorothee
Schmid

Directrice de
programme
à l' IFRI
(Institut Français
de Relations
Internationales)

Responsable
Simoné Giovetti

Chef de service International, Europe, Crises



Vendredi 18 novembre 2022

Avec Dorothee Schmid directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

• Sommet du G20 à Bali :

La question du non-alignement dans la crise Ukraine/Russie a été soulevée. Pour rappel, le G20 a été créé en 1999 dans le contexte de fin de crise financière. Il rassemble 85% du commerce mondial et 2/3 de la population. C'est un groupe de réflexion pour la stabilité économique. Ce G20 est important parce qu'il montre les positionnements des pays émergents, à un moment où les besoins de diplomatie multilatérale se font ressentir. Ces pays cherchent à faire entendre leur voix sur la scène internationale.

Ce que l'on retient de ce G20 est le dialogue et l'échange multilatéral. La longue entrevue entre Xi Jinping et Joe Biden et leur poignée de main sont le symbole d'un apaisement au moins ponctuel dans les relations sino-américaines.

De plus, on note une volonté de l'Indonésie de se mettre en scène comme acteur de poids dans les relations internationales, en continuité avec la volonté d'autres pays émergents. En effet, sa position est stratégique, il s'agit de la 16e économie mondiale, du plus grand pays musulman, etc. L'Indonésie veut jouer le rôle de médiateur, dans sa tradition de non-alignement et pour la prévention des tensions. La plupart des membres du G20 ont, lors de ce sommet, condamné implicitement la guerre en Ukraine.

Les enjeux pour la France résident dans le fait qu'elle a du mal à convaincre dans sa position sur la guerre en Ukraine. Cela peut faire penser à une sorte de non-alignement gaullien. Si le but est d'éviter les divisions entre l'Occident et les pays émergents pour amener à une condamnation de la Russie, alors il paraît difficile pour Emmanuel Macron de maintenir le dialogue avec la Russie en même temps.

• Tentative d'assassinat de l'ancien premier ministre pakistanais :

Cet événement marque un retour d'instabilité en Eurasie, région qui semble être le nouveau centre du monde (Russie, Chine, Turquie). Le Pakistan est un pays déchiré politiquement par la nécessité géopolitique de s'entendre avec la Chine, et le conflit frontalier à propos du Cachemire avec l'Inde. En même temps, sa position est privilégiée puisqu'il est traversé par la Nouvelle route de la soie chinoise.

La tentative d'assassinat d'Imran Khan le 3 novembre dernier s'inscrit donc dans ce contexte. Converti à la politique sur le tard, l'ex premier ministre était au départ le capitaine de l'équipe de cricket pakistanaise et a été appelé à la Coupe du monde de 1992. En 1996, il crée son parti politique puis gagne aux élections de 2018. Il vire progressivement vers le conservatisme religieux, le rejet de l'influence étrangère, le retour de la souveraineté pakistanaise, le refus d'alignement avec les États-Unis, etc. Imran Khan affirme que l'assassinat fait partie d'une conspiration d'État.

• Signature d'un accord de délimitation maritime entre le Liban et Israël :

Un accord de délimitation de la souveraineté maritime a été signé entre le Liban et Israël, deux pays officiellement en guerre. Même s'il s'agit d'un accord historique, on est tout de même loin d'un éventuel accord de paix. Pour la signature de l'accord et les négociations, il a fallu l'intervention américaine. Par ailleurs, l'accord a été permis par l'intervention directe de Total Énergie pour la répartition des ressources d'éventuels forages gaziers.

Le thème de la semaine

• Syrie : la guerre est-elle finie ?

En Syrie, le gouvernement a repris le contrôle de 2/3 du territoire. Les Kurdes de Syrie, qui représentaient avant le conflit une minorité presque invisible, ont réussi à s'imposer et ont fait un travail de « kurdisation » d'une partie du territoire syrien. Autour d'Idlib, il reste des groupuscules armés résidus de groupes islamistes, qui reprennent désormais l'initiative pour se libérer de l'influence turque. On a aussi la présence des forces de la coalition dirigée par les États-Unis, avec un poste d'observation au sud du territoire syrien.

Comment la guerre en Syrie a-t-elle transformé le Moyen-Orient ? Déjà, avec l'intervention de nouveaux protagonistes tels que l'Iran, la Turquie et la Russie. A partir de 2011, la Syrie implose, disparaît dans ce qu'elle était physiquement, il y a des destructions énormes, 2/3 des Syriens sont déplacés dans le pays, etc. Daesh choisit ce territoire comme lieu d'organisation de son projet politique. Le conflit syrien a débuté par une révolte qui était une sorte de déclinaison locale des « printemps arabes ». Le gouvernement turc soutenait l'opposition à Bachar el Assad, tout comme l'Arabie saoudite. Les occidentaux sont restés hors du conflit, on se rappelle de la « ligne rouge » d'Obama et la non-intervention des États-Unis lorsqu'elle a été franchie. On a à ce moment deux nébuleuses islamistes : Al Qaida et Daesh, l'idée d'un État kurde, etc. A partir de 2015, la Russie soutient Assad dans l'objectif de l'accès aux mers chaudes (le port de Tartous est une base militaire et aussi une escale commerciale), en plus de l'Iran, allié traditionnel du régime syrien. Les occidentaux se sont marginalisés, ont échoué dans leur format de négociations, au profit du format d'Astana (Russie, Iran, Turquie).

Qu'est-ce qui sonnerait la fin de la guerre ? Un des indicateurs serait la fin des interventions militaires, or il y en a encore. Il n'y a pas de traité de paix, ni de processus de réconciliation civile, et la question du retour des réfugiés en Syrie se pose toujours. La situation semble bloquée. Les frontières demeurent instables. Le conflit syrien a donné lieu à une véritable boucherie, alors que l'on pensait que la guerre était devenue « civilisée », et il élargit la carte des États faillis.

Les questions

• Y-a-t-il un risque de conflit généralisé en Ukraine ?

Jusqu'à cette semaine, il y avait une certaine capacité à contenir la guerre en Ukraine. L'incident en Pologne montre néanmoins la fragilité de la situation. On ne pensait pas avoir à nouveau une guerre en Europe. La confrontation plus large de la part de Poutine est peu probable, donc la généralisation du conflit est peu probable elle aussi. On est face à une politique de dissuasion.



Vendredi 16 décembre 2022

Avec Dorothee Schmid directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

• Coupe du monde :

Le choix du Qatar comme État hôte de cette Coupe du monde a soulevé beaucoup de questions. C'est la première fois que l'événement est organisé dans un pays arabe. Le Qatar veut renvoyer une image de pays qui aime le football, à l'instar de pays arabes comme l'Égypte, le Maroc ou l'Algérie, où ce sport est un phénomène social très fort.

Les critiques à l'encontre du Qatar portaient sur les conditions de construction des stades, de logement géré maladroitement, de l'interdiction du brassard LGBTQ, etc. La menace de boycott a pesé avant que la Coupe du monde ne débute.

Le Qatar est un petit pays mais a une influence financière énorme. Avec la chambre d'écho que sont les réseaux sociaux, il a misé sur le soft power. La Coupe du monde se passait plutôt bien, jusqu'au scandale de corruption avec le Parlement européen.

Le bilan politique de cette Coupe du monde est donc plutôt mitigé. On aura plus de recul dans quelques mois pour en juger.

• Affrontements à la frontière sino-indienne :

L'Inde et la Chine sont deux puissances économiques et militaires importantes et rivales. La Chine a pris en main son destin international, ce n'est pas encore le cas de l'Inde. Les affrontements physiques et la rivalité existent depuis très longtemps, les deux pays se disputent des kilomètres de frontière dans Himalaya. Avec l'annexion du Tibet par la Chine, le Dalai-Lama s'est réfugié en Inde.

Dans les années 1950, au sein du camp des Non-Alignés sous Nehru, on a eu une tentative d'entente. Mais avec la conférence de Bandung en 1955, on a eu un regain de tensions entre l'Inde et la Chine, sous forme de dispute pour le leadership du mouvement.

Politiquement, la Chine est sous l'emprise du rigide PCC. En Inde, « plus grande démocratie du monde », le parti au pouvoir est populiste, la voie économique de plus en plus libérale, le pays s'ouvre au monde, et les tensions internes sont très fortes. Militairement, la Chine fait des efforts budgétaires énormes. L'Inde est la quatrième puissance militaire, le plus gros importateur d'armes – l'Inde a mis en service son premier porte-avions récemment.

La relation entre la Chine et l'Inde est équilibrée en raison de leur interdépendance commerciale, même s'il existe des différends diplomatiques – la Chine s'immisçant dans le conflit au Cachemire entre l'Inde et le Pakistan.

L'Inde est une puissance régionale tandis que la Chine se positionne au niveau international. Le Japon et les États-Unis essaient de se rapprocher de l'Inde. A propos de la guerre en Ukraine, la Chine est courtisée par la Russie et l'Inde refuse de s'opposer à la Russie.

• Relation franco-allemande :

Les frictions ne sont pas nouvelles entre la France et l'Allemagne. Malgré la multiplication des marques d'amitié au quotidien, les incompréhensions persistent et la rivalité diplomatique existe toujours. Entre envolée de l'inflation, crise énergétique et inquiétudes sécuritaires, l'invasion russe de l'Ukraine crée de nouvelles tensions très fortes entre la France et l'Allemagne.

Le thème de la semaine

• Question de la fiabilité de la puissance américaine :

Après la visite d'Emmanuel Macron aux États-Unis, la question de fond que l'on se pose est la suivante : où nous amène cette alliance ? La Présidence Biden ne rompt fondamentalement pas avec les positions américano-centrées de l'administration Trump. Or le déclenchement de l'offensive russe en Ukraine remet l'Europe au centre de l'arène politique.

Pendant la Première guerre mondiale, les États-Unis font un effort pour rester neutres mais échouent et déclarent officiellement la guerre en décembre 1917. Le XXe siècle serait le « siècle américain », avec des succès économiques majeurs. Aujourd'hui encore, on retrouve la même idée que Obama proclamait en 2010 : « pas de seconde place pour les États-Unis dans le monde ». Mais les États-Unis sont défiés par l'émergence d'autres acteurs comme la Chine.

Les États-Unis sont la plus grande économie du monde, avec un retour de l'industrialisation sous Biden. Les États-Unis possèdent 750 bases militaires dans le monde dans 80 pays. La Chine a ouvert sa première base à Djibouti. L'Allemagne est le deuxième pays avec le plus de bases américaines dans le monde.

La doctrine du « Manifest destiny » accompagne depuis longtemps les interventions militaires américaines, en support idéologique. Dans le système international actuel, il n'y a pas d'hégémon, c'est un système d'interdépendance. La France peut compter sur les États-Unis si elle arrive à s'adapter et à modifier ses priorités. On partage les mêmes inquiétudes par rapport à la Chine par exemple.

Les questions

• Un retour sur la conférence de Macron pour la reconstruction de l'Ukraine ?

C'est bien de faire des conférences – surtout des événements multilatéraux financiers. Mais la guerre dure toujours. Cela montre au moins que les entreprises françaises seront là au moment de la reconstruction de l'Ukraine. Toutefois, s'attarder uniquement sur les questions de reconstruction peut poser problème, dans la mesure où la guerre n'est envisagée qu'à travers le prisme économique. Cela peut devenir un débat étrange qui fait oublier ce qu'est la guerre – pertes humaines et violences.

• Dans tout ce contexte, qu'en est-il des relations UE/Chine? Comment le congrès du PCC et l'assouplissement de la politique anti-COVID impactent-ils les échanges ? Voit-on émerger des grandes tendances dans ces relations ?

La Chine est en train de se fermer, elle développe son industrie seule. La politique d'investissement chinois pose problème en termes de souveraineté chez certains pays européens. Globalement, l'inquiétude monte quant à la politisation de l'économie, les incidents diplomatiques se multiplient... Le malaise en Europe à l'égard de la Chine ne se situe pas au niveau militaire mais au vu de l'interdépendance économique.



LES CHRONIQUES GÉOPOLITIQUES ÉPISODE 3

Vendredi 20 janvier 2023

Avec Dorothee Schmid directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

• **Conflit Haut-Karabagh / Arménie:**

Dans ce conflit, la Russie n'intervient pas délibérément, contrairement à 2020. Certains développements sont étonnants : la pression azerbaïdjanaise a changé, le conflit territorial se fait passer pour un conflit écologiste ; du côté arménien on souligne l'antagonisme religieux. La communauté internationale est plutôt inactive. Les États-Unis étaient tentés d'intervenir, notamment avec la visite de Nancy Pelosi en Arménie en septembre 2022. La Turquie est moins impliquée qu'auparavant. La position diplomatique de l'Arménie est particulière : le pays est allié avec l'Iran, a entamé un processus de normalisation avec la Turquie et reste sous contrôle de la Russie, malgré le refus arménien d'accueillir des exercices militaires russes en 2023.

Vision du monde des économistes :

Lors d'une intervention auprès d'une banque française, des économistes ont été interrogés au sujet de leurs sources de stress. Les réponses suggérées étaient les suivantes : une action chinoise envers Taïwan, un retour du COVID ou d'une pandémie, l'inflation qui progresse encore et influe sur l'activité des banques, un durcissement des politiques bancaires, une crise énergétique, une opération militaire via la Biélorussie si on a un élargissement de la zone de conflit dans les pays de l'UE. La réponse la plus donnée par les banquiers a été : l'inflation. Tous les facteurs de chocs géopolitiques exogènes sont en fait très rarement intégrés dans les logiciels de réflexion des banquiers - c'est comme s'ils étaient spectateurs du fonctionnement chaotique du monde. Depuis que les taux d'intérêts remontent, les banquiers parlent d'un monde « dé-risqué » et surfent sur les difficultés, le risque est donc envisagé comme une ressource. Les banquiers et les économistes constituent une force sociale plutôt conservatrice, mais aussi régulatrice.

Les questions

• **Quelle est votre analyse rapide sur la situation politique en Israël ?**

Le dialogue est très difficile sur Israël avec les Allemands alors que les Français et Allemands ont porté ensemble toutes les grandes avancées qui ont mené à la consolidation de l'Autorité palestinienne et aux Accords d'Oslo. Ceci empêche toute avancée dans le cadre européen de limitation des initiatives israéliennes de colonisation, de marginalisation des Palestiniens, d'installation de Jérusalem comme la capitale exclusive de l'État juif. Depuis les Accords d'Abraham et la réconciliation avec les Émirats Arabes Unis, le Bahreïn et le Maroc, Israël considère qu'il a gagné une profondeur stratégique au Moyen-Orient. L'affrontement avec l'Iran se profile. Les États-Unis veulent relancer les négociations avec l'Iran mais on n'est pas à l'abri d'une opération israélienne contre l'Iran qui ne serait pas concertée avec les États-Unis. On a donc des inquiétudes et incertitudes quant aux politiques externes et internes d'Israël. De ce point de vue, la réconciliation avec la Turquie est plutôt une bonne nouvelle pour la Méditerranée orientale, mais le focus reste sur l'Iran.

• **Et l'Inde, sera-t-elle stratégique dans le futur ?**

L'Inde ne prendra pas trop de relief cette année (affrontement avec Pakistan, rivalité avec Chine). La démographie met l'Inde devant la Chine à terme. L'Inde profitera du ralentissement économique de la Chine.

• **L'alternance au Brésil :**

Lula a été élu à la présidence du Brésil mais a fait face à des émeutes le 8 janvier, qui ont menacé directement les institutions. La démocratie brésilienne semble fragile et 1200 personnes ont été incarcérées. Lula commence une purge au sein de l'appareil militaire, après être passé à deux doigts d'un coup militaire. On a un mouvement de délation au sein de la société civile qui donne l'impression d'une fragilité des institutions face aux bolsonaristes. Bolsonaro, de son côté, dit regretter les événements. L'ex président brésilien fait l'objet d'une enquête pour corruption et sur la tentative d'insurrection de l'extrême droite à Brasilia. Une sorte de parallélisme s'établit ainsi avec Trump.

Le thème de la semaine

• **Prévisions pour l'année 2023 :**

Est-ce que la présence de la guerre change tout ? On a réussi à circonscrire la guerre en Ukraine. On a l'idée que des conflits s'enlisent sans possibilité de paix (Chine - Taïwan par exemple). Le rôle de l'UE est de mettre en place un vrai mécanisme de résolution de crises, dans la logique de continuité de cette institution. Dans les démocraties, on a la question de la montée aux extrêmes politiques. Dans les régimes autocratiques, il y a des pressions qui viennent du bas, c'est notamment le cas de l'Iran, où la détermination des manifestants met sous pression le régime, même s'il ne le met pas en danger. La Russie continue la guerre et s'expose au risque de désertion. En 2023, il faut donc peut-être avoir de grands débats sur l'état des institutions. Le débat est d'abord intellectuel, avant d'être juridique et parlementaire. On a un pacte politique à repenser. Du point de vue géopolitique, qui est « le plus fort » ? Les États-Unis sont les premiers au niveau économique et militaire. On a aussi la question des puissances fragiles : Russie, Brésil, Iran par exemple. En Afrique, on a l'impression d'un basculement politique très rapide : expansion du terrorisme, coups d'État militaires, sentiment anti-français, entrée de nouveaux acteurs comme la Chine, la Russie, la Turquie et les pays du Golfe. En Asie, la Chine est la plus grande puissance, mais on note l'émergence de la diplomatie indonésienne et la recomposition des jeux d'alliances.

• **Pensez-vous qu'en Russie Prigogine puisse augmenter son pouvoir au détriment de l'armée ?**

C'est un oligarque qui a l'accord du Kremlin et de Poutine, mais nous ne devons pas oublier la longue liste d'oligarques assassinés. Ce ne sont pas les oligarques qui commandent. Les responsables de Wagner seront-ils réintégrés dans le système militaire russe à terme ? C'est possible. Actuellement, on a une stratégie de la terreur, une propagande de guerre et une volonté délibérée de faire peur à l'Occident en exposant des atrocités.

• **Pensez-vous que l'on puisse écarter l'éventualité que la Russie utilise une fois pour toute l'arme nucléaire pour résoudre définitivement le conflit ?**

Nous ne sommes pas dans un contexte de guerre anarchique, je ne pense pas qu'on aura de « bavures nucléaires ». Poutine privilégie la guerre conventionnelle pour sécuriser les territoires déjà acquis.



Vendredi 10 février 2023

Avec Dorothée Schmid directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

• Séisme en Turquie et en Syrie :

L'année 2023 devait être clé pour la Turquie par la tenue d'élections présidentielles en mai, qu'on parle de reporter, et par le centenaire de la Turquie. Cette année devait être un triomphe pour Recep Tayyip Erdoğan, mais tout cela est remis en cause par le séisme du 6 février. La normalisation avec Bachar Al-Assad et la levée partielle des sanctions sont des questions qui se posent également. La question de l'aide humanitaire est un bras de fer et Al-Assad veut conserver la main. A ce sujet, on note une sorte de concurrence entre la Turquie et la Syrie. La polémique qui enfle en Turquie concerne une sous-estimation du nombre de morts pour des raisons politiques. En Syrie, le nombre de victimes est aussi incertain. En tout cas, on a dépassé les 20 000 morts dans les deux pays. Erdoğan est en grande difficulté pour produire un discours cohérent. Un des enjeux pour le gouvernement turc est de faire face à la reconstruction – un délai d'un an a été annoncé. Le Sud-Est du pays est une région laissée pour compte dans les plans de développement turcs. Cette zone est marquée par une capacité économique contrastée (zones de sous-développement Vs/ le pôle industriel de Gaziantep et Kahramanmaraş), des migrations kurdes, des peuplements arabes, turcs, kurdes, chrétiens, alévis, sunnites, etc. Des débuts de difficultés inter-ethniques existent depuis l'arrivée de réfugiés syriens. L'état d'urgence a été décrété au vu des risques sécuritaires, de la mosaïque ethnique et de la situation compliquée. L'armée et l'agence turque de gestion des crises, l'AFAD, rencontrent des difficultés, y compris pour canaliser le flux énorme d'aide internationale. Le gaz et l'électricité sont encore coupés dans les zones touchées par le séisme. Les conséquences à moyen terme de la catastrophe naturelle seront importantes sur le plan économique, dans la mesure où la situation économique était déjà fragile. L'aide internationale européenne sera conditionnée. Les pays du Golfe, quant à eux, se sont immédiatement mobilisés. Sur le plan politique, la demande de justice grande et Twitter a été partiellement coupé en Turquie. C'est une séquence très compliquée pour l'AKP. Sur le plan diplomatique, l'UE est en position de force. Concernant la Syrie, l'enjeu global est en réalité moindre car les destructions se situent dans des zones déjà en partie détruites par la guerre.

Les questions

- **Quel peut être l'impact de cette catastrophe sur la crise ukrainienne ?** Extrêmement faible. La crise ukrainienne a ses propres développements. Ce ne sont pas les mêmes sujets, pas les mêmes limites d'action humanitaire. Pour le séisme en Turquie et en Syrie, on a une problématique d'intervention, mais pas de problématique de danger, à la différence de l'Ukraine.
- **Quel est l'impact du séisme sur le Liban et Tripoli qui est très proche de la Syrie et qui accueille déjà de nombreux migrants ?** Les réfugiés peuvent très difficilement quitter la Syrie globalement, tout est verrouillé, sous contrôle du gouvernement de Al-Assad pour l'instant. En revanche ils pourraient quitter la Turquie, ou être déplacés.
- **Y-a-t-il une opposition turque capable de remporter les élections nationales ?** Jusqu'à présent, la capacité de l'opposition turque à gagner est assez faible, mais à surveiller car la contestation augmente. L'opposition n'a pas encore proposé de candidat à la présidentielle. Il y a une fenêtre d'opportunité mais aussi beaucoup de divergences internes.
- **Quel est l'intérêt d'une bombe nucléaire pour l'Iran ?** A part l'image forte, ils ne pourraient pas s'en servir contre Israël, trop imbriqué avec les territoires palestiniens. Dans la plupart des cas, l'idée n'est pas de se servir des arsenaux nucléaires mais de dissuader, de gagner une position de force sur la scène internationale. L'Iran est déjà l'une des puissances militaires les plus importantes au monde.

• Relations Iran-Israël :

C'est un sujet dynamique et assez inquiétant cette année. La situation est compliquée des deux côtés : contestations de plusieurs natures en Iran, réponse massivement répressive de la part du régime, écho international de par la place des réseaux sociaux notamment et la mobilisation des diasporas iraniennes... On s'inquiète d'un rapprochement entre l'Iran et la Russie. Les effets géopolitiques de cette situation en Iran ne sont pas évidents - effets régionaux en Russie, Chine d'une part. D'autre part, l'Occident paraît hors-jeu, l'agressivité iranienne continue sur les dossiers Irak, Yémen, Liban... Israël est un sujet d'instabilité chronique politique non résolue avec une tendance à la droitisation du paysage politique. Les États-Unis choisissent de miser sur Benjamin Netanyahu comme interlocuteur de « bon sens ». Quant à la Palestine, on a une impression de fin de partie pour une solution à deux États, avec peut-être le retour d'une intifada après les violences récentes. On n'a pas de réponses diplomatiques fortes de la part des soutiens historiques des Palestiniens. Les Émirats arabes unis ne remettent pas en cause les Accords d'Abraham, l'Arabie saoudite semble cependant gênée par les violences subies par les Palestiniens.

Le thème de la semaine

• Brésil, le pays-continent qui tremble :

On a une impression de normalisation politique qui mènerait au développement. On a néanmoins conscience des problèmes internes, que le modèle de développement brésilien nourrit. Au Brésil, le développement est d'abord agricole, il s'agit du troisième exportateur de produits alimentaires et du cinquième pays du monde en termes de superficie. L'essentiel du territoire est utilisable et des avancées très intéressantes ont été faites autour des énergies renouvelables, de la biomasse, etc. On a une augmentation des échanges avec l'Asie – la Chine notamment. On a aussi la question de la crise économique actuelle des gros émergents et la question de la corruption de la classe politique sous les mandats de Lula et de Bolsonaro. Le Brésil a un soft power très important. Par ailleurs, l'armée a une place très importante dans le contexte local mais est scrutée politiquement avec la purge par Lula après les récentes émeutes. Le pays a une grande tradition diplomatique de non-non-alignement, ligne que Lula s'apprête à poursuivre. C'est une puissance économique, la première puissance lusophone, avec de très bonnes universités, un rayonnement au niveau du sport – football, et de l'industrie culturelle – les telenovelas. Les faiblesses du Brésil se dévoilent dans son pilotage politique, après vingt ans de dictature militaire sans procès qui auraient apuré le passé, car il y a eu une loi d'amnistie. La nostalgie de la dictature militaire continue d'exister, ravivée par les partisans de Bolsonaro. Le bilan de ce dernier est marqué par la prépondérance du racisme systémique, l'utilisation politique exagérée des réseaux sociaux, la défense de valeurs très traditionnelles, ainsi que la gestion catastrophique du Covid-19 et de la crise économique qui en découle. Le Brésil est un pays fracturé et fragilisé, sans majorité au Congrès. Dans le projet de Lula, on a l'idée de relancer cette politique d'émergence, avec la crainte de certains d'un dérapage des finances publiques. Il s'agit de lutter contre la crise sociale dans un contexte économique qui se dégrade. A propos de la politique étrangère de Lula, on a une originalité et des possibles réajustements. Le contexte régional sud-américain est privilégié et le pays a l'image de grande puissance émergente qui promeut la paix. La politique passée était volontariste. La relation avec les États-Unis est propice à des changements avec l'arrivée de Joe Biden. On a l'idée que le Brésil doit être le maître de sa destinée, alimentée par des déclarations sur la souveraineté nationale, sans s'aligner systématiquement avec les États-Unis. Enfin, on a un regain de solidarité sur les questions environnementales et notamment sur la protection de la forêt amazonienne.



Vendredi 10 mars 2023

Avec **Dorothee Schmid** directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

- Les soulèvements en Géorgie :**
 Cette semaine, des dizaines de milliers de géorgiens ont manifesté dans les rues de Tbilissi pour protester contre le vote d'une loi prévoyant que les ONG recevant plus de 20% de financements extérieurs, doivent s'enregistrer comme « agents de l'étranger ». Deux jours de mobilisation intense ont abouti au retrait de ce projet de loi, perçu comme la caricature d'une loi instaurée en Russie et comme une menace à la voie démocratique dans laquelle s'inscrit cette ancienne république soviétique depuis la Révolution des Roses de 2003. Malgré d'importantes évolutions internes et des ambitions d'adhésion à l'UE et l'OTAN – avec pour point d'orgue la demande d'adhésion officielle auprès de l'UE en juin 2022 – le positionnement géopolitique de la Géorgie interroge. En effet, si la majorité au pouvoir – le parti du Rêve géorgien – mène officiellement une politique de rapprochement avec l'UE, de nombreux observateurs émettent des doutes et dénoncent un recul présumé de la démocratie en Géorgie. Cette question d'un potentiel alignement pro-russe est ravivée par le contexte de la guerre russo-ukrainienne puisque le gouvernement géorgien est resté en retrait des sanctions internationales contre la Russie afin d'éviter un éventuel retour de bâton, d'autant plus que l'armée russe occupe encore 20% de territoires géorgiens depuis le conflit de 2008. La Géorgie est donc en permanence à la recherche d'un équilibre : sur le plan externe en tant que région tampon dans laquelle se cristallisent les grandes questions géopolitiques de la constitution des blocs, et sur le plan interne car le pays est pris en tenailles entre une population majoritairement pro-européenne et un parti au pouvoir fondé par un oligarque russe.
- La tournée africaine d'Emmanuel Macron et le sentiment anti-français en Afrique :**
 Le président français vient d'achever une tournée de plusieurs jours dans quatre États africains : Gabon, Angola, Congo-Brazzaville et République démocratique du Congo. Chahuté sur les volets internes et externes de sa politique, Emmanuel Macron souhaitait profiter de ce séjour pour faire entendre les nouvelles priorités africaines du gouvernement français, d'autant que la France connaît aujourd'hui de nombreux revers dans son pré-carré d'Afrique francophone. Cependant, le bilan de cette tournée reste très mitigé, à tel point que les observateurs parlent de loupé politique et stratégique. Empêchement dans les questions mémorielles, attitude paternaliste, gêne sur la question rwandaise, mensonges quant aux projets de Total en Afrique, affichage dissident par rapport à la communauté internationale, le président a eu beaucoup de difficultés à affirmer une position stable vis à vis de ses partenaires africains et à tenir un équilibre diplomatique. On en vient alors à se demander si l'heure des règlements de compte sur la politique africaine de la France ne serait pas venue ?

- Retour d'expérience : table ronde sur les suites du séisme Turquie/Syrie à l'Institut du monde arabe :**
 Lors d'une conférence à l'Institut du monde arabe, a été fait le constat de la sensibilité du sujet syrien, notamment en contexte ouvert lors de débats ou tables rondes. Dans le contexte post-séisme, les discussions autour de l'aide humanitaire à apporter à la Syrie changent rapidement de nature pour se focaliser davantage sur la question des sanctions contre le gouvernement syrien. Ainsi, toute ONG qui veut intervenir dans le contexte syrien se retrouve confrontée à cette problématique de la prise d'otage de l'aide humanitaire par le régime de Bachar al-Assad et pose donc la question de la levée des sanctions contre la Syrie face à l'impératif humanitaire. En pratique, la guerre rend très intransigeant et pose de nombreuses interrogations éthiques, en particulier pour apporter de l'aide aux populations victimes du séisme.

Le thème de la semaine

- La guerre en Ukraine : quelles limites ?**
 La problématique des limites de la guerre est la plus importante car elle questionne sur les limites géographiques de cette guerre, sa nature, mais également sur l'engagement politique et moral des autres États. Si cette guerre reste aujourd'hui circonscrite sur le plan militaire, en réalité elle a des effets beaucoup plus larges et indirects bien au-delà de la zone stricte des combats. Ainsi un an après son déclenchement, nous avons pris l'habitude de cette guerre qui s'est installée de manière omniprésente dans le paysage médiatique, dans les centres de recherche et qui a des conséquences directes sur les systèmes économiques et politiques. Dans ce contexte, il est important de ne pas tomber dans des effets pervers liés à l'intensité de la propagande et notamment prêter attention à la qualité de l'information que l'on reçoit. En réalité, il est bien difficile d'avoir une image complète et juste de la situation. Au fur et à mesure que la guerre se poursuit, les motivations de la Russie deviennent de plus en plus floues. Si au départ ce conflit semblait avoir pour objectif de conserver l'Ukraine au cœur du grand projet historique russe, aujourd'hui on peut penser que les russes redimensionnent leur but de guerre afin de sécuriser et annexer les zones russophones de l'Ukraine comme ils l'ont fait pour la Crimée. De leur côté, les ukrainiens cherchent à reconquérir leurs territoires mais poursuivent également un but politique, celui de l'adhésion à l'UE. A ce stade du conflit, les hypothèses géopolitiques sont multiples. Pour le moment, aucun des deux camps ne semble en mesure de gagner la guerre. La question de la livraison d'armement est donc primordiale afin de faire basculer un camp vers la victoire. Concernant le futur des États engagés dans ce conflit, nous assisterons probablement à un redimensionnement de la Russie à l'échelle internationale, car ses capacités et ses ressources en tant qu'État pourront être remises en question, ainsi que sa position dans la hiérarchie des puissances. Ensuite, l'UE semble devenir un important acteur géopolitique sur la scène internationale, du fait de son unité face à cette crise et des avancées sur des dossiers tels que la défense européenne.

Les questions

- On parle beaucoup du potentiel rôle primordial de la Chine dans des négociations de paix. Qu'en pensez-vous et dans quelle temporalité possible ?** Cela renvoie à de nombreuses questions, notamment sur le potentiel de médiation de la Chine qui porte une grande attention aux équilibres internationaux et qui s'engage seulement si elle n'a rien à y perdre. Or pour le moment, le dossier de la guerre russo-ukrainienne est trop risqué. La Turquie semble en meilleure position pour adopter le rôle de médiateur.
- Est-ce que les sanctions économiques contre la Russie pourraient aller plus loin ?** Aujourd'hui, la tendance est à un renforcement des sanctions, mais cela pose la question des effets de ces sanctions, notamment en termes énergétiques : c'est difficilement soutenable à long terme pour l'UE.
- J'ai entendu récemment que les États-Unis avaient un intérêt financier relativement fort au déclenchement de cette guerre (vente d'armes, énergies, réaffirmation d'une suprématie militaire). Qu'en pensez-vous ?** Alors que les États-Unis étaient dans une logique de désengagement extérieur et de pivot vers l'Asie, ils exercent maintenant leur responsabilité d'assurer la sécurité européenne. C'est l'inconvénient de la puissance pour les États-Unis. Leur puissance militaire étant inégalée, leur engagement reste nécessaire dans la sécurité mondiale. Ils engrangent certains bénéfices économiques avec cette guerre, mais elle ne correspond pas à leur priorités géopolitiques : la diplomatie américaine est davantage tournée vers le dossier chinois et vers l'affrontement en Asie-Pacifique.
- Quid d'une éventuelle pression côté ukrainien pour aller vers la paix ? Des compromis sont-ils envisagés ?**
 Pour le moment il n'y a pas de volonté de compromis du côté ukrainien car ils veulent aller au bout de la reconquête des régions envahies par la Russie, et lui disputer à nouveau les régions russophones, voire la Crimée. Cela va de même du côté de la Russie. Il n'y a aucune main tendue d'aucun côté.
- Jusqu'où pourrait aller la Hongrie en matière de soutien à Poutine ?**
 La Hongrie ne peut pas aller très loin, du fait de sa position pro-russe qui l'isole actuellement au sein de l'UE.
- Les tensions affichées entre Poutine et Prigojin (Wagner) : fake news ou réalité ? Quel impact sur la guerre ?**
 Il est difficile de dire dans quelle mesure cela fait partie d'un discours contrôlé par le Kremlin ou non. Néanmoins, Prigojin a des ambitions politiques et expose publiquement les ratés de l'armée russe, ce qui pourrait agacer Poutine.



Vendredi 14 avril 2023

Avec Dorothée Schmid directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

• La visite d'Emmanuel Macron en Chine

Début avril, Emmanuel Macron a effectué une visite diplomatique en Chine qui a beaucoup surpris, car elle s'inscrit dans un contexte de fortes tensions internationales, avec un regain des ambitions de puissance et géostratégiques chinoises, particulièrement vis à vis de Taïwan. Ces derniers mois, les exercices militaires chinois se sont multipliés autour de l'île, faisant craindre différents scénarios d'unification forcée. Cette unification de Taïwan semble autant relever d'objectifs de politique interne, nationaux et culturels car l'idée que Taïwan puisse se soustraire aux autorités chinoises est devenue plus en plus insupportable pour le Parti communiste chinois, que d'objectifs géopolitiques afin de faire de Taïwan un verrou pour se projeter dans le Pacifique et contourner la ligne d'encerclement formée par les alliés des États-Unis.

Le voyage du président français apparaissait comme un moyen de relancer les relations avec Pékin et de revenir au premier plan sur la scène internationale, après de nombreuses déconvenues sur le plan intérieur ; il a néanmoins suscité de très fortes critiques dans les médias occidentaux. Les propos d'Emmanuel Macron ont été perçus comme une forme d'affront à la position américaine et une trop grande prise de liberté vis-à-vis des partenaires européens. Si le président justifie ses prises de position par une logique historique de respect du partenariat avec la Chine, cela s'inscrit dans un très mauvais timing car ce positionnement théorique, discutable en soi, ne semble plus cohérent à l'heure actuelle.

• La visite de Joe Biden en Irlande

Depuis quelques mois, la situation post-Brexit en Irlande est très compliquée à stabiliser et on assiste à un retour des violences qui font craindre que les braises de la guerre civile se ravivent et entraînent une nouvelle situation de guerre sur le sol européen. L'Irlande du Nord se trouve certes en paix pacifiée mais l'équilibre est extrêmement difficile à tenir entre le parti nationaliste et le parti unioniste irlandais, qui se déchirent d'autant plus depuis la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, notamment sur les problématiques douanières. Aujourd'hui le blocage inquiète suffisamment les grandes puissances mondiales pour que Joe Biden se déplace en Irlande et apporte sa médiation aux négociations en tenant de relancer le dialogue politique, à l'occasion de la commémoration de l'Accord du Vendredi saint.

Les questions

• Comment les Américains réagissent-ils à ce changement de position des Japonais ?

Les Américains sont aujourd'hui préoccupés à réorganiser des alliances dans le Pacifique face à la Chine, en conservant leurs alliés historiques (Japon, Corée, Philippines), et en essayant d'amener l'Inde dans leur camp. Ils doivent réussir à maintenir un sentiment de confiance avec le Japon, pour qu'il ne fasse pas cavalier seul dans son réarmement et continue de se coordonner avec eux.

• Djibouti n'est-elle pas aussi la 1ère base Chinoise ? Et en quoi Djibouti est-elle stratégique pour les armées du monde ?

Djibouti a vendu des bases militaires à tout le monde (France, Émirats, Chine, Japon) car sa position à l'est de l'Afrique est stratégique, elle permet de surveiller la liberté de circulation dans cet espace. Ce tout petit État utilise sa position comme plus-value économique : c'est une forme de rente géographique.

• Retour d'expérience : intervention sur Twitch dans un livestream sur la préparation des élections turques

Lors d'un livestream portant sur la préparation des élections en Turquie, un journaliste a témoigné de sa volonté de commenter ce sujet alors qu'il lui a été interdit de se rendre sur le territoire turc pour avoir parlé de sujets trop sensibles pour le gouvernement. Ce cas n'est pas isolé et de nombreux médias ne peuvent plus se rendre sur certains terrains, tels que l'Algérie ou l'Iran, car les gouvernements refusent la présence de journalistes français. Or, cela pose la question du statut de l'information provenant de ces pays et la façon dont les médias traitent de sujets sur des terrains sur lesquels ils ne peuvent plus aller. Aujourd'hui, la Turquie semble de plus en plus aller vers une limitation de la présence de journalistes français sur leur territoire, ce qui est vraiment alarmant.

Le thème de la semaine

• « Le Japon sort de sa neutralité ? »

La question du réarmement japonais est très délicate sur le plan de la politique nationale, mais également sur le plan régional et global. Effectivement au-delà de la problématique de l'armement du Japon avec ses implications sécuritaires et économiques, cela pose la question de la réorganisation des puissances mondiales et la solidité ou fragilité des alliances. En effet, on peut interpréter ce processus de réarmement comme une remise en cause de l'alliance entre Japon et États-Unis, avec des autorités japonaises qui doutent de la fiabilité du parapluie de protection américain, et qui cherchent à affirmer leur puissance politique et militaire.

Aujourd'hui, ce sujet est très controversé au Japon même, car il est lié à une tradition nationaliste qui revient en force ces dernières décennies dans la politique intérieure japonaise, en même temps qu'une rupture avec le pacifisme institutionnel instauré après la Seconde guerre mondiale sous la tutelle américaine. Le pacifisme institutionnel japonais a été progressivement dilué sous la pression d'évolutions politiques internes (parti libéral-démocrate au pouvoir depuis 1955, avec la forte influence de l'ancien premier ministre Shinzō Abe qui a fait voter des modifications très importantes à la Constitution), et de pressions géopolitiques extérieures (tirs de missiles de la Corée du Nord vers la mer du Japon, Chine de plus en plus pressante sur la question de Taïwan et plus largement sur la mer de Chine, Russie qui considère le Japon comme un pays hostile dans le conflit russo-ukrainien).

C'est dans ce contexte qu'un rapport a été publié en 2022, qui considère que le Japon se trouve dans le pire environnement sécuritaire depuis la Seconde guerre mondiale. Ainsi, les autorités japonaises ont annoncé leur volonté de se doter de véritables capacités de contre-attaque et de dissuasion : augmenter les dépenses militaires de 60% dans les 5 prochaines années, s'équiper en avions de chasse, accueillir des missiles, etc. On assiste donc à une révolution complète, d'une position pacifiste de légitime défense à une position pour monter en puissance pour être en capacités de frapper en territoire ennemi.

Ce réarmement génère beaucoup de débats au Japon, en particulier sur son financement qui se fera au détriment du financement de la reconstruction de la région de Fukushima. Pour le moment une majorité de japonais s'opposent à cette décision et plus globalement à la nouvelle politique de défense du gouvernement. Plus globalement, ce réarmement pose question de la subversion du droit et de la course aux armements qui se déroule actuellement en Asie.



Vendredi 26 mai 2023

Avec Dorothée Schmid directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

• La dette américaine :

On assiste cette année à un bras de fer au sein de l'administration américaine, entre Joe Biden et une partie du Congrès, au sujet du financement des dépenses publiques. Contrairement à la France qui n'a pas de mécanisme de blocage des dépenses, les États-Unis ont mis en place depuis la Première guerre mondiale un plafond légal pour la dette publique qui s'élève à un montant de 31,4 milliards de dollars. Or, cette limite a été atteinte à la mi-janvier 2023 et depuis les dépenses sont financées par des mesures d'urgence afin de repousser la date où les États-Unis pourraient se retrouver en faillite. Pourtant le président américain a décidé de poursuivre sa politique de dépenses sociales, mais, les démocrates n'étant pas majoritaires au Congrès, le gouvernement américain se retrouve dans une impasse où chacun reste ferme sur ses positions.

Le principal risque associé à cette faillite est celui d'une mise en défaut de paiement du Trésor américain qui ne pourrait pas rembourser ses créanciers étrangers, ce qui pourrait en théorie entraîner une crise financière mondiale de grande ampleur. Même si ce scénario est peu probable selon les analystes, cette situation pose tout de même la question de la domination de l'économie américaine sur la gouvernance et les enjeux mondiaux. Une réflexion est progressivement en train d'émerger en France et surtout dans les pays émergents qui prônent un non-alignement sur l'économie américaine et la nécessité de trouver des solutions alternatives.

• Le sommet de la Ligue arabe à Djeddah et la réintégration de Bachar el-Assad :

La Ligue arabe est une organisation qui réunit 22 états arabes et qui vise en principe à promouvoir la paix et la stabilité à travers le dialogue entre ses membres. Dans les faits, de nombreux différends compliquent les relations entre ses membres et les résultats politiques sont peu probants. En 2011, dès le début de la révolution syrienne, Bachar el-Assad a été exclu de la Ligue arabe du fait de la répression qu'il mène contre sa population. Cependant en 2023, la question de sa réintégration s'est posée car une partie du territoire a été réunifiée et le gouvernement syrien cherche à normaliser ses relations avec ses voisins et obtenir des soutiens pour financer la reconstruction du pays, notamment auprès des pays du Golfe qui sont plus riches que jamais.

Cette réintégration est l'aboutissement d'un long processus qui a débuté en 2018, lorsque les Émirats Arabes Unis, Bahreïn et la Jordanie ont normalisé leurs relations avec la Syrie. L'Arabie Saoudite restait jusqu'alors le principal opposant à cette réintégration du fait du soutien qu'apporte l'Iran au gouvernement syrien. Or aujourd'hui, le prince saoudien Mohammed ben Salmane cherche à recomposer ses relations avec la région, notamment avec la Syrie et l'Iran. L'invitation surprise du président ukrainien Zelensky au sommet de Djeddah a permis de rendre plus discrète l'entreprise de réintégration de Bachar el-Assad, très mal perçue par les occidentaux.

Les questions

• Pensez-vous que l'Arménie et l'Azerbaïdjan signeront un traité de paix jeudi prochain, et que pensez-vous de ce texte qui devrait mentionner que le territoire du Haut-Karabagh relève des frontières Azéries ?

La signature d'un traité de paix semble beaucoup trop précoce, malgré les efforts des États-Unis pour rapprocher les deux parties.

• Un mot sur l'Ukraine, où va-t-on ?

On assiste à une nouvelle offensive ukrainienne, qui se rapproche de plus en plus des frontières russes. On avance progressivement vers une guerre totale avec des fournitures de plus en plus importantes d'armement aux Ukrainiens de la part des occidentaux, qui semblent parier sur une défaite de la Russie.

• Des câbles sous-marins passent-ils par le canal de Suez et Malacca ?

Le canal de Suez est un point de passage essentiel pour les câbles internet. La question des canaux et des détroits est donc effectivement doublée par des questions de sécurité des réseaux.

• Pourrait-on avoir un petit éclairage sur la situation Israël/Palestine, en lien avec la politique du nouveau gouvernement israélien ?

Le gouvernement israélien actuel cherche à imposer un contrôle sur les lieux saints, ce qui fait monter les tensions régionales. Tout le monde s'interroge désormais sur la position de l'Arabie Saoudite concernant les Accords d'Abraham, avec le retour sur le devant de la scène de la question palestinienne dans les pays du Golfe.

• Retour d'expérience d'une mission à Konya (Anatolie, Turquie) :

Le programme de travail mené dans le cadre de cette mission a permis de constater les difficultés de compréhension des enjeux en Turquie et des analyses erronées : on prévoyait une défaite de Tayyip Erdoğan aux élections, un effondrement économique, l'isolement géopolitique de la Turquie. Cette mission s'est tenue durant les élections présidentielles à Konya, ville qui vote majoritairement pour le parti politique présidentiel. Les entretiens menés avec les autorités de la ville et les représentants des partis politiques, ont permis de comprendre les mécanismes de solidarité quotidiens qui ont beaucoup joué dans la période post-séisme, face aux défaillances de l'État turc. Lors de cette mission a également été émis le constat d'une banalisation des signes de ralliement au mouvement des Loups Gris, organisation militante d'extrême droite à l'origine d'assassinats politiques et de nombreux troubles. Cela se place plus largement dans une domination du nationalisme et d'un retour à un patriotisme identitaire dans la plupart des partis politiques turcs (excepté les Kurdes et la gauche).

Le thème de la semaine

• « Libérer les détroits : mission impossible ? »

Les détroits sont des points de passage étroits entre deux côtes qui mettent en relation deux espaces maritimes et qui peuvent être intérieurs ou internationaux, naturels ou anthropiques. Aujourd'hui les détroits les plus importants sur le plan économique sont les suivants : détroit d'Ormuz (porte d'entrée sur pays du Golfe et point de passage des ressources en hydrocarbures) ; détroit de Malacca (point d'approvisionnement stratégique pour les pays d'Asie en gaz et en pétrole en provenance du Moyen-Orient) ; détroit du Bosphore (porte d'entrée sur la Mer Noire) ; canal de Panama (couloir historique de transport qui gagne en intérêt pour l'exportation du gaz américain, mais dont les capacités sont limitées par sa taille) ; canal de Suez (point de passage entre l'Orient et l'Europe, dont les capacités ont été doublées suite à des travaux de rénovation en 2015).

Le sujet des détroits prend une importance croissante dans un contexte géopolitique mondial marqué par le retour de la mer dans les relations internationales, avec la mondialisation des transports, la quête des ressources vers le fond des mers ou bien les conflits terrestres entre États qui se prolongent sur les mers. Ainsi, les détroits apparaissent aujourd'hui comme les points les plus chauds du globe. En effet, étant des passages obligés des routes maritimes, ils sont les lieux de cristallisation de nombreuses tensions entre les états : enjeux économiques liés passage des marchandises pour les états riverains, enjeux stratégiques liés à la souveraineté et au contrôle de la circulation dans ces espaces. En termes de droit international, c'est la convention de Montego Bay de 1994 qui permet de concilier la liberté de circulation et la souveraineté des états côtiers. Or l'importance grandissante des océans dans la géopolitique mondiale amène à des interprétations divergentes dans la compréhension et la mise en œuvre des textes sur le droit de la mer.

Ces enjeux conduisent à faire des détroits des espaces très exposés à diverses menaces. A froid, les principaux dangers sont liés au changement climatique et à la course aux ressources qui menacent ces espaces de biosphères très fragiles sur le plan environnemental et humain. A chaud, les détroits les plus exposés sont ceux d'Ormuz, Bab-el-Mandeb et Taïwan. En effet, ils sont soumis à des menaces telles que la piraterie (42% de la piraterie mondiale se situe dans le détroit de Malacca) ; les problèmes techniques liés au gigantisme des bateaux (blocage du Canal de Suez pendant une semaine qui a considérablement impacté le trafic mondial et les prix du commerce international) ; la pression militaire et la course aux armements, particulièrement en Asie du sud-est où la plupart des États se dotent de flottes militaires et de sous-marins.

Plus spécifiquement sur le détroit de Taïwan : c'est une véritable poudrière, marquée par plus de 70 ans de tensions entre la Chine et Taïwan, avec des relations qui se sont d'autant dégradées ces dernières années avec la pression politique et militaire de la Chine.

Les détroits font donc partie de ces points chauds et critiques à l'échelle mondiale, qu'il est nécessaire de considérer sous des aspects politiques, économiques, militaires, mais également climatiques. Dans un contexte de fortes tensions internationales, les tentations de contrôler ces espaces stratégiques sont beaucoup plus fortes qu'auparavant.



Vendredi 23 juin 2023

Avec Dorothée Schmid directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

• La rencontre entre Antony Blinken et Xi Jinping en Chine :

Depuis de nombreuses années, le conflit froid entre les États-Unis et la Chine structure les relations internationales. Si les relations sino-américaines se sont maintenues sous Obama, elles se sont considérablement dégradées sous l'ère Trump, faisant craindre le début d'un conflit armé. Début 2023, Joe Biden tente pourtant de renouer les relations en organisant une visite d'Antony Blinken en Chine, mais celle-ci est reportée à la suite de l'incursion d'un ballon espion chinois dans l'espace aérien américain. Finalement, le 19 juin 2023, le secrétaire d'État américain s'est rendu en Chine : une première visite officielle d'un représentant américain sur le sol chinois depuis 2018, et la première rencontre avec Xi Jinping depuis 4 ans, qui marque un espoir de détente entre les deux pays. Cette visite marathon de rencontres de longue durée avec des membres du PC chinois, du gouvernement et le président, démontre le niveau de pression que la Chine cherche à imposer sur les représentants américains.

A l'issue de cette rencontre, les deux parties sont restées lucides et n'ont pas formulé d'annonce majeure. Ainsi, les relations au sein du triangle États-Unis-Chine-Russie semblent ne s'être jamais stabilisées, avec une intensification des relations russo-chinoises ces dernières années, aux dépens des Américains qui tentent aujourd'hui de rouvrir les canaux de communication avec la Chine. Pourtant, au milieu de ces rumeurs de guerres dans de nombreuses régions du monde, cette visite indique que la diplomatie est encore possible, quel que soit la forme qu'elle prendra dans les années à venir.

• La guerre du Haut-Karabagh :

L'affrontement territorial du Haut-Karabagh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est le résultat du délitement de l'URSS et la formation de nouveaux États. Un premier conflit a eu lieu entre 1988 et 1994 et a abouti à une occupation des territoires du Haut-Karabagh, majoritairement peuplés d'arméniens, par l'Arménie. A l'automne 2020, une offensive azérie pour récupérer ce territoire plonge à nouveau la région dans un conflit. Un accord de paix provisoire a été signé en septembre 2020 sous médiation russe, mais en réalité le statu quo n'est pas respecté. L'Arménie accuse ainsi l'Azerbaïdjan de procéder à un nettoyage ethnique, les Russes ne font pas respecter l'accord de paix et la libre circulation des Arméniens. Aujourd'hui, après plus de 2 ans et demi de blocage sur la question, de nombreuses rumeurs sont émises quant à un possible accord entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, avec des négociations en cours sur plusieurs canaux parallèles. Premièrement l'Union européenne cherche à faire respecter le droit international et à conserver ses intérêts en termes d'approvisionnement en énergie ; puis la Russie veut conserver ses partenariats historiques aussi bien avec l'Arménie que l'Azerbaïdjan ; et finalement les États-Unis souhaitent s'impliquer davantage dans la région du Caucase avec en toile de fond la guerre russo-ukrainienne, pour remporter un succès diplomatique. Face à cette multiplication des postures et des intérêts, il semble peu probable que les processus de négociations aboutissent rapidement.

• Retour d'expérience : les obsèques de Silvio Berlusconi et le contexte politique en Italie :

Les obsèques et le deuil national de l'ancien premier ministre Silvio Berlusconi en juin dernier ont fait l'objet de nombreux débats, dans un contexte politique où le gouvernement est de nouveau très à droite et les relations avec les États voisins se dégradent, notamment la France. Cet événement a permis de revenir sur la politique italienne des années 80-90, à remettre en perspective avec le retour d'une droite dure au pouvoir en Italie. Du point de vue du progrès politique et social, l'impact de Berlusconi est assez faible, voire catastrophique au niveau économique, avec un déficit qui s'est creusé et dont l'économie italienne ne s'est jamais vraiment remise. Pourtant, il a considérablement façonné le paysage politique actuel : il a consolidé des mœurs populistes, mis fin à l'omniprésence des deux principaux partis (DC et PCI), a placé les médias au cœur de la politique. Finalement, on considère qu'il a favorisé la montée d'une droite structurée sur des questions identitaires, dont Giorgia Meloni serait en partie l'héritière. Meloni et son parti ont cependant démontré leur attachement aux institutions, une gestion sérieuse, et expriment des volontés réformistes, qui caractérisent davantage un renouvellement de la droite classique que l'arrivée de l'extrême droite.

Les questions

- **Est-ce que l'UE pourrait tendre vers une armée européenne à côté de l'OTAN ?** Le sujet de l'autonomie stratégique de l'Union européenne est très cher à Emmanuel Macron. Cependant, il reste un sujet sensible car il tend à être interprété comme une défiance vis à vis des États-Unis, particulièrement par nos partenaires allemands, qui sont très critiques de la position française. C'est un sujet qui revient sans cesse dans beaucoup de pays, dont de nombreux partenaires de l'OTAN qui sont obsédés par cette question de leur autonomie stratégique. Ces États souhaitent notamment sortir de la dépendance américaine pour leur fourniture d'armements. Il est probable que sans la crise ukrainienne, les Américains auraient encouragé cette position d'indépendance, car la défense de l'Europe leur coûte très cher. Cette question d'autonomie stratégique va donc certainement continuer à faire son chemin en Europe. Cependant, le principal problème est que cette question est remise sur la table seulement à chaud lorsque des conflits émergent, et jamais à froid lors de périodes de détente.

Le thème de la semaine

• « Armée française : le moral des troupes »

La France est la 9e puissance militaire mondiale, avec 200 000 soldats, 35 000 réservistes, un budget de 36 milliards d'euros ; elle dispose de l'arme nucléaire et d'une doctrine de dissuasion. Tous ces éléments font de notre pays une puissance militaire moyenne incontournable. Ces derniers mois, la situation de l'armée française est cependant au cœur de nombreux questionnements, du fait des fortes résonances de la guerre en Ukraine et de la débâcle de l'opération Barkhane en Afrique. Il est ainsi bien difficile aujourd'hui de savoir si l'armée française est en pleine crise morale, ou bien si elle a le vent en poupe.

La notion de crise morale dans l'armée française est ancienne, et a commencé à être étudiée au 19e siècle avec l'idée que le moral est une ressource à part entière pour les armées : « À la guerre, il y a autre chose que les principes ; il y a le temps, les lieux, les distances, le terrain ; il y a le hasard dont on n'est pas maître ; mais il y a surtout les forces morales dont les troupes sont animées. (Ferdinand Foch) ». Plusieurs facteurs peuvent aujourd'hui être analysés comme responsables de la baisse de moral de l'armée française. Tout d'abord, les rapports entre l'armée et la société sont complexes : l'armée est soumise à de nombreuses contraintes pour ne pas menacer le pouvoir politique, ne s'auto-administre pas, n'a pas le droit de s'exprimer. La mise en place de l'opération Sentinelle en 2015, qui a fait dévier les missions de l'armée vers la police, a entraîné une fatigue générale. Enfin, les difficultés des opérations extérieures récentes au Moyen-Orient et au Sahel ont contribué à faire baisser le moral des troupes.

Aujourd'hui, du fait des difficultés qu'elle rencontre pour définir son rôle, l'armée française s'exprime beaucoup plus et particulièrement en interne où on voit émerger des discussions critiques, des échanges d'expérience, l'implication des familles, notamment via les réseaux sociaux. En externe, des militaires à la retraite n'hésitent pas à s'exprimer davantage dans les médias, à faire des appels, afin de se faire entendre et de sortir l'armée française de l'isolement vis-à-vis du reste de la société. Le débat sur la loi de programmation militaire 2024-2030 intervient ainsi à la fois dans un contexte de crise morale de l'armée, mais également de réarmement massif et de hausse globale des budgets des armées à travers le monde. Cette loi prévoit une augmentation significative du budget de l'armée française, afin d'atteindre les 2% du PIB réclamés par l'OTAN. En effet, la moitié de l'armement mondial se trouve dans les mains des membres de l'OTAN, mais la France n'y trouve pas vraiment sa place car n'a pas suivi ce sursaut de réarmement militaire. Alors que les crises internationales se multiplient, le gouvernement français cherche maintenant à instaurer une nouvelle doctrine militaire pour anticiper les conflits émergents. Cette loi de programmation implique donc un changement de logique, en mettant l'accent sur la dissuasion nucléaire, le renseignement et la détection des risques, l'augmentation des investissements Outre-mer, le renforcement du cyber et des drones, la fidélisation des troupes, l'augmentation des stocks de munitions et la constitution de stocks stratégiques, etc.

Le débat essentiel qui a rythmé l'examen de cette loi est celui de la masse contre la cohérence. Le maintien des moyens de l'armée est extrêmement coûteux car les armes progressent sur le plan technologique. Il faut donc faire des choix et parvenir à rationaliser l'armée pour faire en sorte que les équipements soient véritablement opérationnels. Malgré les divisions extrêmement fortes au sein de l'Assemblée nationale, la loi a été adoptée massivement le 7 juin dernier. Cela signifie que le débat sur l'équipement et l'opérationnalité de l'armée française commence à intéresser la société civile.